



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

621/JPR/EH

Arrêté du 13 juin 2025 portant prescriptions complémentaires à la société AKWEL pour ses installations situées sur la commune de Vieux-Thann

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le Code de l'environnement, livre I, titre VIII relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment l'article R 181-45 du Code de l'environnement,
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 121-1,
- Vu l'arrêté préfectoral n°002362 du 21 août 2000 portant autorisation d'exploiter au titre de la loi 76-633 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement concernant la société MGI COUTIER à Vieux-Thann,
- Vu le courrier en date du 05 novembre 2019 dans lequel l'exploitant déclare que la société MGI Coutier a changé de dénomination commerciale mais sans changer de raison sociale ni d'exploitant,
- Vu la visite d'inspection du 21 novembre 2021,
- Vu la visite d'inspection du 6 mars 2024,
- Vu la visite d'inspection du 26 février 2025,
- Vu les rapports de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées concernant les inspections susvisées ,
- Vu le dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant en date du 7 février 2023 afin de demander la modification des prescriptions constructives afférentes à la

présence de murs coupe-feu entre les hall production et stockage,

Vu la mise à jour de l'étude Flumilog en date du 11 juin 2024, suite aux incohérences relevées lors de la visite de l'inspection des installations classées du 6 mars 2024, Considérant que la société AKWEL a notifié le changement d'exploitant pour les installations autorisées au bénéfice de la société MGI COUTIER par lettre du 5 novembre 2019,

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé,

Considérant que l'arrêté du 21 août 2000 (article 14.2) précise que « *L'installation de fabrication est séparée des installations de stockage de matières plastiques (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation), par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0, 5 mètre latéralement. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique* »,

Considérant que dans le dossier susvisé communiqué le 7 février 2023 et complété le 11 juin 2024, la société AKWEL sollicite la modification de l'article 14.2 ; que le maintien d'un espace de 10 m libre de tout stockage de matières combustibles entre le bâtiment de fabrication et le bâtiment de stockage est proposé en remplacement du mur coupe-feu ; que les modélisations présentées dans le dossier susvisées justifient de l'absence de risque d'effets dominos vers le bâtiment fabrication en cas d'incendie du bâtiment de stockage,

Considérant qu'il y lieu de modifier les prescriptions établies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2000 susvisé,

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

A R R Ê T E

Article 1er : CHAMP D'APPLICATION

la société AKWEL, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 2 Rue Gutenberg, à Vieux-Thann (68800), est tenue de respecter les dispositions fixées par le présent arrêté, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse.

Article 2 : MODIFICATIONS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DE L'ACTE ANTÉRIEUR

les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence de l'arrêté préfectoral	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées	Nature des modifications
N° 002362 du 21 août 2000	Article 14.2	Remplacé par l'article 3 du présent arrêté

Article 3 : Règles de construction

les dispositions de l'article 14.2 de l'arrêté susvisé du 21 août 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu, couverture, sol et planchers hauts incombustibles, portes pare-flammes, ...) adaptés aux risques encourus. Notamment :

- ossature du bâtiment stockage (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu, de degré 1 heure ;*
- plancher haut ou mezzanine coupe-feu de degré 1 heure ;*
- murs extérieurs et portes pare-flammes de degré 1/2 heure, les portes étant munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.*

L'installation de fabrication est séparée des installations de stockage de matière plastique par une zone franche de 10 mètres, constituée par le hall et la cour situés entre les deux bâtiments considérés. Cette zone, que ce soit dans ses parties intérieures ou extérieures, reste libre de tout stockage de matières combustibles.

L'installation de fabrication est séparée des locaux fréquentés par le personnel et abritant les bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Ces dispositions peuvent être remplacées par tout autre aménagement ou dispositif adapté assurant la protection des personnes en cas d'incendie. Le cas échéant, l'exploitant tient l'ensemble des éléments justifiant de l'efficacité des mesures mises en œuvre à la disposition de l'Inspection.

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10% de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. Les exutoires de fumée doivent avoir une surface d'au moins 1% de celle de la couverture. L'ouverture de ces équipements doit en toutes circonstances pouvoir se faire automatiquement et manuellement, les dispositifs de commande sont reportés près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage retenus.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent ».

Article 4 :

une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Vieux-Thann pour y être consultée. Un extrait est affiché dans ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Vieux-Thann. Le même extrait est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par l'exploitant. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 :

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg (article R.181-50 du code de l'environnement):

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 :

le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Vieux-Thann, le directeur départemental des territoires et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 13 juin 2025

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

SIGNÉ

Augustin CELLARD